



A4-00156

508227

Hist Géo G

Code épreuve : 265

Nombre de pages : 10

Session : 2020

Épreuve de : HGGMC Essec BS

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Sujet : Le bassin méditerranéen, espace de crises et de rivalités internationales depuis la fin de la Guerre froide

En juin 2020, sous l'impulsion conjointe d'Angela Merkel et de Recep Tayyip Erdoğan, est signé lors de la Conférence de Berlin, un accord de cessez-le-feu en Libye entre, d'une part, le gouvernement légitime de Fayez al-Serraj basé à Tripoli et, d'autre part, le gouvernement autoproclamé du maréchal Khoufya Haftar à Tobrouk. Dès lors, il semble que la Libye, à l'instar du bassin méditerranéen soit au cœur des attentions internationales, comme territoire stratégique. En fait, les géographes comme François Vissière distinguent trois méditerranées : le bassin arabo-asiatique, la mer Méditerranée et la mer de Chine méridionale. Ici, le sujet invite à se centrer sur la deuxième qui s'étend du détroit de Gibraltar à l'ouest, jusqu'au Pakistan (le levant) à l'est, notamment à l'embouchure du Canal de Suez. Il s'agit donc d'un bassin, à la croisée des cultures européennes et arabe, du Nord de l'Afrique. Cet espace, ou portion géographique soumise ou non à l'anthropisation (sa transformation en territoire sous l'action de l'Homme) est par conséquent géostratégique, ce qui peut être facteur de crises et de rivalités. Effectivement, Antonio Gramsci définit la crise dans Chiens de prison comme le fait que "l'ancien monde meurt et que le nouveau ne peut pas naître". De plus, la rivalité renvoie étymologiquement au terme latin "rivus" signifiant le rivage : c'est donc originellement la notion de conflit d'usage de l'eau de différents acteurs pour un même rivage. Par une approche multiscalaire et en mobilisant une multiplicité d'ac-

teurs, le bassin méditerranéen est ainsi convoité tant par les États du pourtour méditerranéen, que par des acteurs internationaux : du monde entier. D'un point de vue historique, la fin de la "Guerre froide", définie par Walter Lippmann et Bernard Baruch comme la confrontation idéologique, économique, politique et culturelle des blocs occidental (soutenu par les États-Unis (EU)) et soviétique (soutenu par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS)), mais avec la particularité de ne présenter aucun conflit direct entre ces deux nations, marque un tournant dans la récomposition du bassin méditerranéen, notamment parce qu'il sont signés les Accords de Taëf en 1989 pour mettre fin à la guerre civile libanaise, année de la chute du mur de Berlin et, d'autre part, car la Conférence de Madrid a sciemment lieu en 1991, réunissant les EU, l'URSS, Israël de Rabin et Palestine d'Arafat pour tenter de pacifier le conflit israélo-palestinien, source de tensions internationales. Dès lors, en quoi le bassin méditerranéen suscite-t-il les convoitises de l'ensemble de la communauté internationale ? S'agit-il d'une tentative d'expansion de l'Europe ? Comment fédérer cette région crépusculaire pour assurer son développement pérenne ? Au sortir de la Guerre froide, le bassin méditerranéen s'avère n'être qu'un espace tendogène, désolé et désuni (I), en proie à de multiples rivalités qui l'empêchent d'être pleinement maître de son destin (II), qui, pourtant traverse une recomposition stratégique de par l'influence de puissances exogènes, entre nouvelles opportunités et menaces (III).

*

*

*

Dès la fin de la Guerre froide en 1991, le bassin méditerranéen est un espace inventé, éparpillé, en quête de son identité à cause de la persistance inconsciente des deux blocs (A), qui nourrissent des rivalités internes aux nuisances internationales (B), malgré des

tentatives d'unification et de fédération des nations de la région, vache (C).

Dans la Méditerranée, une géographie de la fracture, Bernard Kayser expose une vision du pourtour méditerranéen comme un territoire fragmenté à toutes échelles : à petite échelle, l'échelle régionale, on observe des disparités significatives entre l'Albanie et le développement autocratique de Hojda qui avait refusé de s'aligner à la Yougoslavie de Tito et l'Espagne de 1992 qui fête le bicentenaire de la fondation de l'Amérique et son adhésion à l'Union européenne depuis 1986, levier de puissance pour le développement du tourisme avec l'organisation des JO de Barcelone par exemple. A l'échelle nationale, ces mêmes divergences sont visibles entre la Tunisie et la Libye libyennes développées et le Fezzan, en marge et désertique. Enfin, à l'échelle locale, les inégalités sont visibles notamment entre Israël qui consomme 14 fois plus d'eau que les territoires palestiniens et ayant bénéficié du transfert de technologie français pour l'obtention de l'arme atomique, lui conférant un statut de grande puissance. Par ailleurs, les 2 blocs exercent indirectement une influence dans la région : l'Algérie de Houari Boumédiène des années 60/70 a permis d'ancrer l'idéologie socialiste dans la société, ayant contribué à son enrichissement par la nationalisation totale de ses compagnies d'hydrocarbures pour exploiter les gisements de Hassi Menasserd (pétrole) ou Hassi R-Mel (gaz). A l'inverse, le Liban adopte un mode de vie occidental assez unique au Levant (excepté Israël) par la présence des EU aux accords de Taïef permettant la [↑]libanisation[↑] du pays : la partition démocratique du pouvoir aujourd'hui partagée entre Michel Aoun (président, chrétien), Saad Hariri (ayant démissionné, président du Conseil, musulman sunnite) et Nabih Berri (président de la chambre, musulman chiite) selon une répartition professionnelle du pouvoir.

Pourtant, des rivalités internes perdurent et ne permettent pas, déjà à l'époque, de faire de ce bassin, un espace pacifié. En dressant une typologie, on s'aperçoit en effet que les tensions économiques sont palpables : les ports de Marseille, de Barcelone, du Pirée, d'Algiers et de Tanger (Med) se battent pour la pêche du thon rouge, aujourd'hui en voie d'extinction. Des tensions et les frontières sont installées :

les heurts entre nationalistes britanniques et néo-franquistes espagnols sont notables dans le contrôle du détroit hautement stratégique de Gibraltar, et la souveraineté des enclaves de Ceuta et Melilla est contestée par le roi Mohammed VI aujourd'hui. Aussi la ligne Attika (frontière entre la République Turque de Chypre du Nord et Chypre) est-elle contestée sous prétexte du contrôle des Zones Économiques Exclusives (ZEE) en mer Égée avec la Turquie. Enfin, Dominique Vidal évoque dans Proche Orient : une guerre de 100 ans le conflit interminable et l'impasse inextricable entre Israël de Benjamin Netanyahu et la Palestine de Mahmoud Abbas, entre les velléités exacerbées du Likoud et du Hamas depuis notamment le 2^{ème} intifada de 2000 lorsque Sharon se rend sur l'épave des mosquées ou la guerre de 33 jours gagnée par le Liban en 2006 car Tschal était trop peu préparée.

Cependant, l'Europe a cherché des solutions à la fragmentation du bassin méditerranéen, notamment en essayant d'établir, selon une logique fonctionnaliste d'intégration économique vers l'unification politique, un modèle fondé sur l'Union Européenne depuis 1992. En effet, lors du Processus de Barcelone de 1995, est créée l'Union qui marque le début de la politique d'intégration européenne ou Politique Européenne de voisinage (PEV) aujourd'hui renommée Union pour la Méditerranée (UfM) en 2008 sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy (cf document 1). Le but étant à l'époque de faire profiter et de favoriser le développement du Maghreb par une politique d'externalisation et de sous-traitance des grandes firmes transnationales d'Europe méridionale comme le développement du port de Tanger Med sous l'impulsion de Renault ou la sous-traitance d'Airbus à Alger. Si cette politique a permis la mise en place des programmes PIM (Petites Îles de la Méditerranée) et MEDA pour développer par exemple le tourisme à Malte, aux Baléares ou dans les Cyclades, certains ont préféré dénoncer le phénomène d'"assouat" (Abdel Reyhan) comme étant une sorte de persistance du "pacte de l'exclusion colonial" du Sud de l'Europe sur le Nord de l'Afrique telle la France en Algérie, au Maroc ou en Tunisie en participant l'implantation de ses entreprises.

Dès lors, si le bassin méditerranéen avait connu une sortie

Code épreuve : 265

Nombre de pages :

Session : 2020

Épreuve de : HGGMC Essec BS

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

difficile de la guerre froide, il s'est par la suite avéré être incapable de résoudre ses nombreux problèmes intérieurs sans l'intervention de puissances exogènes[↑] (Michel Foucault). D'abord, à cause d'une économie fragile et trop peu diversifiée (A), ensuite par l'instabilité des régimes politiques (B) et par les divisions des acteurs face à la crise migratoire (C).

En effet, si la PEV a certes réussi à diversifier l'originelle et historique triologie méditerranéenne[↑] (Fernand Braudel) reposant sur l'exploitation du blé, de la vigne et de l'olivier et que le Maghreb est aujourd'hui considéré comme les flots africains[↑] sur la hypocrisie d'Atcha Léké, il semble désormais que la Méditerranée problématise l'Europe[↑] (Edgar Morin). D'une part, par la rivalité des modèles économiques : le bassin méditerranéen est celui de l'essor des PME (Petites et moyennes entreprises) et de la tradition familiale pour Bruno Amable dans les 5 capitalismes. Pourtant les dérives sont patentées : une partie du pourtour est le lieu de tous les tigre[↑], favorisant l'essor de l'antimonde[↑] (Roger Brunet) par le développement de l'économie informelle : telle l'Albanie forcée de récupérer les déchets d'épaves maritimes de ses voisins européens pour subvenir à ses besoins ou le Libye, principale zone grise[↑] (Baudy Narassian) de la région qui voit transiter drogues (cannabis marocain, hashish éthiopien), femmes, enfants sur son territoire illégalement. Enfin, le bassin s'est révélé incapable de surmonter aisément les crises : économique de 2008, la crise des dettes souveraines a principalement touché les PIG-S méditerranéens (Portugal, Italie, Grèce, Espagne), leur révélaient au passage leur trop forte dépendance au tourisme ou à l'immobilier. Tout

comme la crise sanitaire du Covid 19 avec pour principal foyer d'origine l'Italie, puis l'Espagne et la France.

Mais c'est certainement l'instabilité des régimes politiques qui mine les perspectives de sortie de crise pour la région méditerranéenne. C'est notamment ce qu'illustre Wafid Phares dans Le printemps arabe à l'automne islamique. Si Netanyahu et Benny Ganz sont parvenus récemment à un accord pour débloquer politiquement Israël et la Knesset, le tournant des printemps arabes a permis à la société civile d'exprimer son mécontentement vis-à-vis des gouvernements, grâce à l'interposition de puissances extérieures : l'Arabie Saoudite de Mohammed Ben Saloman a accueilli Ben Ali par exemple. D'autre part, il a fallu un certain temps avant que la France de Sarkozy signe la résolution 1973 de l'ONU pour intervenir conjointement avec d'autres nations européennes pour mener à bien l'opération Harmattan en 2011 pour éliminer Kadhafi, avec qui le président entretenait paradoxalement de bonnes relations diplomatiques. Malheureusement, ces tentatives de changement de régime ont failli : Remy Leveau parle d'une "politique du sabre et du tuban" en Egypte où Al-Sissi est aujourd'hui considéré comme le Hosni Moubarak d'avant 2011...

Ainsi, c'est le défi migratoire qui secoue désormais le bassin, alimentant les discordes régionales : si les accords de Dublin III en 2013 ont permis à l'Europe et l'Afrique de supprimer le modèle du "Asylum shopping" au profit du "one stop one shop" (formuler la demande dans un pays européen qui prend en charge la demande d'asile), les avis divergent quant à la gestion de la crise migratoire. Dans Migrants : l'impuissance européenne, Thomas Lacroix déplore le trop faible action conjointe du bassin méditerranéen quant à la gestion des flux massifs : ni l'Espagne a accueilli symboliquement l'Aquarius en 2018 et que l'ONG Open Arms sillonne la mer à la recherche de migrants échoués, l'Italie de Giuseppe Conte se montre hostile à cet afflux, notam-

ment à Lampedusa ou à Crée vis-à-vis de Lesbos, les nouveaux "hot-spots" migratoires. La Méditerranée ne peut pas rester un cimetière à ciel ouvert et a décidé d'augmenter Fabius en soutenant d'abord le dispositif Euresir de front-bord dernière génération, pour renforcer le dispositif Frontex de 215 postes par Fabius léger. De même, l'UE a massivement investi pour débusquer les passeurs qui demandent jusqu'à 1500 dollars par voyageur pour atteindre l'Europe, souvent vu comme un véritable Eldorado. Enfin, la question turque d'Israël : si Ankara a accepté un accord en 2016 lui permettant, contre 6 milliards d'euros d'accueillir davantage de migrants syriens, elle conteste aujourd'hui le rôle de garde-côte à grande échelle, d'autant que son adhésion à l'UE est systématiquement refusée.

Par conséquent, le bassin méditerranéen traverse de nos jours une phase de recomposition régionale en fonction des acteurs internationaux, qui peuvent être source de progrès, mais aussi de nouvelles menaces. De l'ingérence dans les guerres et les processus de paix (A) aux rivalités sur l'appropriation des ressources (B) entre FTM et États menacent la mise en place de projets ambitieux et fédérateurs (C).

Une étude de cas sur la guerre en Syrie s'avère éloquent : en 2014, la Syrie est l'un des derniers pays du Proche-Orient à traverser un printemps arabe. Mais contrairement aux autres pays, la famille Al-Assad tient les rênes du pouvoir d'une main de fer depuis plusieurs générations chiites alaouites. Si le refus d'Obama à franchir la ligne rouge de l'intervention en Syrie a été vivement critiqué, c'est bien parce que l'intervention américaine aurait probablement permis une pacification du Levant. En effet, non seulement la population civile a pris les armes face aux militaires soutenant le gouvernement, mais interviennent aussi les milices iraniennes Hach-al-Chabi pour soutenir son compatriote chiite, la Russie pour protéger sa base militaire de Tartous lui permettant de se projeter sur l'espace méditerranéen et d'espérer mettre la main sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles turcs pour accéder, comme le souhaitent les tsars, aux mers chaudes. De même, la Turquie souhaite avant tout éliminer le PKK kurde qui elle juge terroriste du Rojava pour maîtriser au mieux son territoire. Enfin, pour complexifier davantage la situation,

le Front al-Nusra rattaché à Daech et des milices touarègues tribales ont pris part aux combats, ce qui n'a pas empêché Al-Assad de recourir au gaz sans contre sa propre population, violant par là la Convention de Genève de 1949, même si le format d'Astana et le sommet de Sochi ont permis notamment le quadripartite d'Idlib et la défaite de Daech en Syrie sous l'impulsion de la France et l'Allemagne également.

C'est principalement les ressources stratégiques du bassin qui provoquent l'intérêt international. Notamment chez Nadia Hamour dans la Méditerranée : histoire et géopolitique depuis la découverte de champs gaziers offshore en Méditerranée orientale (cf document 4). L'Égypte, Chypre et Israël se disputent notamment la région pour l'exploitation de réserves massives de gaz naturel dans les champs respectifs de Zohr, Glaukos I et Olypsos I, Tamar, Léviathan et Aphrodite, en remettant en cause systématiquement les principes de souveraineté et d'exploitation maritime en vigueur depuis le *Casey v. The MS "M/T" (1973/82)*. Ainsi se met en place une véritable "géopolitique des tubes" avec le projet Arabian Gas Pipeline en Israël par exemple, mais aussi coopération entre l'Allemagne et la Turquie (Blue Stream, Turkish Stream) ou encore le projet de l'Azerbaïdjan TAP / TANAP de gazoduc transanatolien. D'autre part, l'eau constitue une pomme de discorde des temps modernes. Effectivement, le "triangle de la soif" (Israël, Palestine, Jordanie) est en situation de pénurie d'eau selon l'indice de Falkenmark, tout comme l'Égypte et son Initiative du Bassin du Nil. Cependant, des initiatives sont mises en place comme l'Initiative des 3 mers pour une meilleure gestion de l'eau, le projet GAP tire sur l'exploitation du Tigre et de l'Euphrate au détriment de ses voisins syrien, ou encore le projet GRA (Grande Rivière Artificielle) d'exploitation des nappes aquifères du Fozzou en Libye.

Par conséquent, les puissances internationales tentent de faire main basse sur cette région hautement stratégique, source de "bystes de croissance" (François Perraux). Principalement les EU par leur présence militaire soutenue : les bases d'Incirlik en Turquie, Gaeta en Italie avec sa VI^{ème} flotte ou Bondsteel en Yougoslavie), ils préparent aussi un projet de MESA (Middle East Strategic Alliance), sorte d'OTAN du

Code épreuve : 265

Nombre de pages :

Session : 2020

Épreuve de : Histoire, Géographie et Géopolitique du monde contemporain ESSEC BS

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Moyen-Orient, incluant Israël notamment. Israël, pour qui les EU ont élaboré un plan de partage selon les directives de David Ben-Gurion, le gendre de Donald Trump, suscitant aujourd'hui l'indignation de la part du monde arabe soutenant la Palestine. En effet, ce plan prévoit l'annexion de Jérusalem, du fondation par Israël pour offrir à la Palestine le désert du Néguev. Par ailleurs, dans le cadre du projet des Nouvelles Routes de la Soie, la Chine de Xi Jinping a réussi, lors de la Directive de Bija à diriger le forum 17+1^{er} des pays Baltes et la Grèce dans le versant maritime de son projet. Ainsi, les ports de Sines (Portugal), Valence (Espagne), le Pirée (Grèce) ou Gioia Tauro (Italie) ont accepté de faire partie du projet. Plus encore, le Portugal est devenu le 1^{er} pays du bassin à émettre des "Panda Bonds" (obligations libellées en renminbi), ce qui traduit une certaine perte de souveraineté. Pour ailleurs, le royaume de l'Égypte de faire face au défi démographique a permis à la Chine de financer la construction de la nouvelle capitale Médian pour désengorger le Caire. Enfin, l'Europe a décidé de mettre en place le projet Desertec qui permet à des entreprises européennes comme Siemens ou Deutsche Bank d'investir dans les énergies vertes renouvelables au Moyen-Orient pour répondre par la suite à la demande européenne en énergie.

*

*

*

En résumé, le bassin méditerranéen est aujourd'hui encore considéré comme une région belligère, instable et divisée et à part

titre, dès lors que ni l'Europe ni l'Afrique, ni le Proche-Orient ne parviennent à une gestion saine et durable du bassin. Rien de surprenant, donc, que des puissances étrangères profitent du vide géopolitique méditerranéen pour investir cet espace et se l'approprier tant sur le plan économique que militaire ou culturel.

Désormais, donc, il est temps pour l'Europe de considérer ce bassin, non comme une nouvelle menace, mais comme une nouvelle frontière porteuse de dynamisme et d'opportunités qui pourraient durablement unir l'Europe et l'Afrique.

Dans un ouvrage prospectif, Olivier Hanne conçoit l'avenir de la Méditerranée et de son ponton comme des ^{seuils} seuils. Des seuils du Moyen-Orient reflètent l'idée que l'avenir des frontières méditerranéennes se trouverait dans l'acceptation de l'existence d'une fragmentation à l'entrée des régions permettant des coopérations plus efficaces et pacifiques.

